

Situation de la solidarité internationale en région Réunion du 21 octobre 2016

Présents :

- *Collectifs associatifs territoriaux* : Alain Diulein (CASI Bretagne), Patrice Bernard (Recidev et Cercoop), Guillaume Bertrand (MDH et Alliance pour l'ECSI), Théophile Yonga (CROSI).
- *Collectifs associatifs nationaux* : Marion Disdier, Philippe Jahshan, Christian Lespinats et Karine Meaux (Coordination SUD), Sébastien Bailleul, Vincent Brossel et Jean-Marc Delaunay (CRID-SSI), Fanny Darbois (CFSI), Ahmed El Khadiri (Le Mouvement associatif), Samuel Legendre (Forim), Vincent Pradier (Etudiants et Développement), David Delhommeau (Ritimo), Véronique Moreira (Educasol).
- *Associations présentes sur les territoires* : Eric Eustache (Entrepreneurs du Monde), Samba Yatera (GRDR), Floriane Banton (Lafi Bala).

Introduction par Philippe Jahshan, président de Coordination SUD

Depuis un certain temps, - et même bien avant les élections régionales, a émergé la nécessité d'avoir un temps d'échange avec les réseaux régionaux pour faire le point sur la situation des organisations de solidarité internationale (OSI) dans les territoires. Depuis, les élections régionales de 2015, la situation s'est encore tendue et les prochaines élections présidentielles appellent à la plus grande vigilance.

L'objectif de cette rencontre est d'identifier les difficultés à surmonter et les actions communes que nous pouvons mener pour faire face à la situation. Elle s'inscrit notamment dans la continuité d'une réunion organisée en janvier 2016 par le Crid, en présence des collectifs associatifs en région et de Coordination SUD.

Handicap International, AVSF, Médair, le CCFD-Terre solidaire et le Secours Catholique s'excusent de ne pas participer à cette rencontre mais sont intéressés par la démarche.

Point sur la situation dans les régions/territoires

Sur la base d'un blason comprenant la présentation par les participants de leur organisation, de ses relations avec le Conseil régional et les Mouvements associatifs, CESER et CRESS locaux, le panorama suivant est dressé.

En Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes :

Une Alliance pour l'ECSI est en cours de constitution, appuyée par un DLA pour savoir si elle se constitue en association loi 1901 ou en groupe d'intérêt économique. Les relations avec le Conseil régional sont bonnes; la commission permanente doit se tenir prochainement mais les soutiens devraient se confirmer tant sur les réseaux que sur les projets. Avec les RRMA, la situation est plus complexe.

La région recouvre 3 situations très différentes : une seule structure associative en Limousin avec des missions multi-acteurs, deux réseaux en Aquitaine, et en Poitou-Charentes une CASI écrasée par le Conseil régional et transformée en réseau multi-acteurs avec une situation assez conflictuelle. Le Mouvement associatif a été créé récemment dans cette région. La MDH, déjà investie en Limousin, se positionne pour être le référent de l'Alliance au Mouvement associatif. Par le biais de membres de l'Alliance, les relations sont bonnes avec le CESER (un bras de fer se joue actuellement pour étendre le système des emplois associatifs du Limousin à la nouvelle Aquitaine).

En Bourgogne/Franche-Comté :

Le Recidev est un collectif d'associations d'ECSI. Il est également Centre Ritimo, assure la coordination d'Alimenterre et de la SSI sur son territoire. Il n'y a pas d'équivalent en Bourgogne. Un RRMA en cours de fusion avec le CERCOOP, mais des tensions existent car Bourgogne Coopération ne veut pas lâcher de prérogatives. Le destin des réseaux associatifs va dépendre de cette fusion. Un financement de la région soutient Alimenterre et la SSI, mais le dispositif est en train de changer et tout doit être renégocié. A priori, le taux de financement RH passerait de 70% à 20%. Les relations avec le Conseil régional se limitent souvent à la présidente (bonnes relations). Le vote du budget 2017 est repoussé et un coup de rabot de 7% est annoncé pour tout le monde. La gouvernance du CERCOOP est catastrophique. Le Recidev représente Coordination SUD au Mouvement associatif mais sans relation avec la première. Il représente aussi le secteur dans la CRESS. En revanche, il n'a aucun lien avec le CESER, même si certains membres du Mouvement associatif sont au CESER.

En Auvergne-Rhône Alpes :

Un collectif informel d'associations de SI s'est mobilisé en 2016 face à la baisse de 75% des financements du Conseil régional. Une lettre ouverte, adressée au président, a été publiée et largement diffusée. Suite à ce coup médiatique, le vice-président a rappelé 20 des 29 associations concernées et rouvert des fonds (à la même hauteur que l'an dernier). L'arrivée d'un nouveau directeur de services laisse envisager des perspectives plus positives. La question du recours au tribunal en cas de non-respect des engagements est posée. Beaucoup de membres de la plateforme sont membres de RESACOO, mais n'obtiennent pas de réponse stratégique. Le discours n'est même pas "on s'occupe des pauvres de chez nous", mais "on s'occupe de ceux qui réussissent". Le Conseil régional semble chercher à tuer les "corps intermédiaires" et à les diviser : 200 emplois liés à la SI ont déjà disparu, et 300 sont actuellement menacés. Pour RESACOO, le financement est sécurisé car il est inscrit dans le plan Etat-Région, mais pour le collectif associatif, le CADR, la situation est plus incertaine. Le CADR siège au Mouvement associatif régional. Le CESER est en relation avec plusieurs ONG de la plateforme.

En Bretagne :

Le CASI Bretagne n'est pas confronté à une fusion régionale : la gouvernance reste inchangée et le travail avec le Conseil régional demeure très positif, la relation excellente avec la VP. Le souhait est d'obtenir la signature d'une convention triennale pour sécuriser les emplois (1,5 ETP pour le CASI). Le FN est très très actif et influent au sein du Conseil. La relation avec le RRMA est ponctuelle. Un membre du CASI est au CESER et fait des interventions fréquentes sur la SI. Les Côtes d'Armor sont passées à droite et ont supprimé leur service Relations internationales, mais dans l'ensemble la région est plutôt privilégiée.

En Occitanie :

Le CROSI a travaillé, avant l'officialisation de la fusion régionale, avec les pôles en Languedoc Roussillon pour créer un collectif associatif régional. Ceci a été facilité par l'absence de collectif régional en Languedoc Roussillon. Les relations se normalisent avec le Conseil régional car le RRMA ne s'interpose plus, sa vision étant verrouillée par les collectivités. Le CROSI est vice-président du RRMA, et y joue le rôle de "caillou dans la chaussure", en posant les questions de gouvernance et d'éthique, en veillant à ce que le RRMA ne fasse pas à la place de ses membres. Le Conseil régional est frileux pour financer d'autres acteurs que le RRMA pour maximiser le cofinancement MAE. Le CROSI est aussi fortement impliqué dans le Mouvement associatif régional (VP), où il défend le service civique, suit les dossiers ESS, Europe et la mise en place de la Charte d'engagements réciproques. Un projet de lettre ouverte sur le volontariat de réciprocité est en cours.

En Ile-de France :

Le choix a été fait de ne pas convoquer les acteurs de cette région car ils auraient été trop nombreux et doivent répondre à une problématique spécifique : le souhait actuel du Conseil régional de créer un RRMA aujourd'hui inexistant. Pour autant, le constat est celui d'une réduction drastique des budgets dédiés à la SI (divisés par 6 en 2016; fin du financement de la SSI, malgré des rencontres avec les élus, engagements envers le FORIM et la Plateforme Palestine non honorés malgré les conventions triennales... Le Conseil d'administration de Coordination SUD a demandé qu'une réunion rassemble prochainement les acteurs associatifs en Ile-de France pour que les acteurs associatifs se positionnent face à ces événements.

En Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine (Grand Est) :

La situation semble compliquée. Il existe des divergences entre les anciens Conseils régionaux comme entre les acteurs associatifs.

Dans les Hauts de France :

Il n'existe pas de collectif interassociatif régional formalisé. Le soutien de la région au RRMA est remis en question pour 2017.

Dans les Pays de la Loire :

Les CASI sont départementales. Une réflexion est en cours sur la création d'un RRMA. Les dynamiques départementales s'affaiblissent.

Observations des acteurs nationaux :

Le CFSI se pose davantage comme un observateur des dynamiques régionales. Le CFSI est une plateforme pluri-acteurs. Elle constate une baisse des subventions locales, qui impactent les pôles Alimentation régionaux. 4 pôles sont des RRMA. Elle n'a pas de liens avec Le Mouvement associatif et les CESER. Au moment du bilan du Festival, il serait intéressant d'en savoir plus sur la façon dont les partenaires sur les territoires sont affectés par des baisses de subventions ou des fusions ou non.

Etudiants et développement est un réseau national très présent en **Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts de France et Normandie**. Il observe globalement des relations compliquées et des financements en baisse avec les Conseils régionaux. E&D n'est pas spécialement investi avec les RRMA, mais entretient des bons contacts en Auvergne-Rhône-Alpes et dans les Hauts de France. Pas d'information sur les liens avec les Mouvements associatifs et les CESER à ce stade.

Le GRDR est présent en **Ile-de-France, Hauts de France et Normandie**. Il bénéficie d'un partenariat fort avec les Conseils régionaux, à la fois au niveau technique et financier, car il intervient en appui à ces régions. La situation à venir n'est pas claire : va-t-il falloir re-négocier les partenariats ? Le manque d'interlocuteurs politiques ne facilite pas les prévisions. En Normandie, le GRDR a tenté d'anticiper le changement de politique : un point a été fait en amont sur les risques et un courrier envoyé aux candidats. Le discours anti-SI se retrouvent toutefois aussi bien chez les élus de droite que de gauche. Le RRMA Horizons solidaires a perdu le soutien du Conseil régional en 2016. La volonté est de pouvoir interpeller les politiques et travailler avec les associations contre ces discours. Dans les Hauts de France, l'antenne NPDC du GRDR était une commande de la région; désormais, la région hésite à verser les 50% restants de la subvention 2016 pourtant votée. Une lettre commune a été adressée par les associations. Quelques fenêtres pourraient s'ouvrir. Le GRDR n'a pas d'implication au Mouvement associatif.

Entrepreneurs du Monde est une association de SI dont toutes les actions sont situées au sud. Toutefois, elle était précédemment basée en Poitou Charente et a décidé il y a quelques années de fusionner avec son homologue en **Rhône Alpes** (déménagement du siège à Lyon). EdM est opérateur technique du Conseil régional au Sénégal. Dès la fin 2015, la DRIC a annoncé la fin du soutien, mais une "queue de budget" a pu être récupérée *in fine*. Dorénavant le dialogue avec l'exécutif est bouché. EdM n'est pas fait des relations avec le Mouvement associatif régional et le CESER, mais il existe un collectif d'associations en Auvergne-Rhône-Alpes qui a publié une lettre ouverte (cf ci-dessus).

Le réseau EEDD Graine est structuré au niveau du Languedoc-Roussillon, avec un soutien fort du Conseil régional, mais pas sur le volet ECSI. En **Midi-Pyrénées**, le réseau associatif CROSI est actif et, plus récemment, le RRMA Midi-CoopDev vient de s'étendre au Languedoc-Roussillon.

Le FORIM a vu sa convention suspendue avec la région IDF. Le FORIM comprend des membres en région, les COSIM (collectifs des associations de SI issues des migrations). En **Rhône Alpes**, la région a mis fin à son financement. En **Aquitaine**, le cadre demeure stable et plutôt favorable. En **Languedoc-Roussillon**, il n'y a pas de financement, le dialogue est dégradé du fait d'une fusion difficile avec Midi-Pyrénées. Tous les Cosim sont membres des RRMA, mais il n'y a pas de liens avec le Mouvement associatif ou avec les CESER. Le COSIM **Normandie** est en cours de structuration.

Educasol est la plateforme nationale d'ECSI. elle n'a pas de liens directs avec des régions, mais avec certains réseaux régionaux et ressent ponctuellement des tensions entre RRMA et réseaux associatifs. Educasol est partenaire des CUF et participe à son groupe de travail ECSI. Educasol envisage de mettre en place d'une cartographie des actions ECSI sur les territoires.

Ritimo est présent sur 90 lieux sur tout le territoire et a toujours eu des liens avec les Conseils régionaux. Ritimo a mené une étude empirique sur la situation en région. Le réseau constate que les nouveaux exécutifs manquent d'orientations politiques, ce qui crée de l'incertitude pour les acteurs de SI et des crispations des deux côtés. Les coupes budgétaires sont rapides, les difficultés financières plus ou moins brutales. L'analyse montre une volonté accrue des acteurs publics de se

recentrer sur l'Europe et sur les partenariats économiques. Un glissement des subventions de fonctionnement s'effectuent vers les appels à projet et les appels d'offre. Le changement d'échelle crée de l'incertitude, y compris chez les techniciens. Ces difficultés sont générales, mais elles peuvent être aussi structurelles et pas seulement liées aux changements des Conseils régionaux. Certains RRMA sont relais Ritimo (Bourgogne Coopération et CERAPCOOP) et la plupart des membres Ritimo sont impliqués dans les RRMA. Des conflits s'annoncent sur les ressources entre les acteurs associatifs et les RRMA. Il faudrait se rencontrer afin d'éviter trop de tensions. Beaucoup de membres sont aussi engagés dans les Mouvements associatifs régionaux.

Réactions de Coordination SUD et du Mouvement associatif national

Coordination SUD et Le Mouvement associatif préparent leurs campagnes pour les élections présidentielles et législatives de 2047. La déclinaison locale de ces campagnes doit explorer et intégrer les dimensions plus locales.

Le constat actuel est celui d'un chaos territorial. Les élus départementaux ont pour seul projet politique l'équilibre budgétaire. La fin de la compétence générale pose des problèmes juridiques. Les querelles autour des fusions font nombre. Tandis que l'attention se porte sur les régions, la réalité est celle de la concentration des populations au sein de 17 métropoles (métropolisation de la France). De nombreux élus régionaux sont nouveaux dans leur fonction et connaissent mal les réalités de terrain. Globalement, le fonctionnement régional est très présidentiel et les décisions sur les financements 2016 seront pour la plupart votés... en novembre. Cela pourra-t-il se caler progressivement en 2017, alors des élections législatives sont prévues ?

Temps de travail sur la définition de chantiers prioritaires

Durant ce temps de travail, les participants sont invités à proposer, en binôme, des chantiers qu'ils estiment prioritaires pour une action collective et réaliste, en fonction des situations décrites ci-dessus.

Exemples de remontées (sans classement spécifique) :

- Reconnaissance du rôle des associations comme acteurs de la SI
- Stratégies de plaidoyer (en impliquant des personnalités humanistes de droite)
- Plaidoyer grand public sur la plus-value de la SI. S'adresser aux donateurs.
- Plaidoyer pour un réinvestissement de l'Etat
- Assumer le caractère idéologique des décisions prises et des valeurs qu'on affirme
- Plaidoyer sur l'impact de la SI sur les migrations
- Désengagement brutal
- Accès aux fonds européens
- Faire respecter les règles de base (interlocuteurs, respect des engagements)
- Manque de perspectives politiques. Stabilisation de l'architecture institutionnelle
- Manque de cadre de concertation
- Sensibilisation des nouveaux élus qui méconnaissent le secteur
- Articulation vertueuse RRMA/collectifs associatifs
- Antennes de Coordination SUD dans les régions ?
- Problème de proximité, distance des citoyens
- S'appuyer sur les niveaux locaux pour la mobilisation, sans se noyer dans l'échelon néo-régional
- Création d'un fonds mutualisé pour faire face aux délais de financements
- Éviter l'opportunisme et l'égoïsme des associations

Analyses à chaud d'Educasol et du Mouvement associatif national

Pour Educasol, l'appui au plaidoyer est essentiel et passe notamment par la mobilisation du grand public. Un travail en commun pourrait être mené à partir de la cartographie des acteurs d'ECSI en cours.

Pour Le Mouvement Associatif, la création des nouvelles grandes régions est perçue comme une opportunité car elle rend plus évidente la question de l'animation associative infrarégionale. Qu'est-ce que les Mouvements associatifs régionaux développent au niveau infrarégional ? Notre rapport aux subventions publiques n'est pas toujours clair : les citoyens sont contre les rentes associatives. Il faut expliquer notre plus value pour ne pas être dans un discours corporatif. Prendre les citoyens à témoin, c'est notre seul moyen de peser. La plupart des présidents se voient un destin national et les polémiques peuvent leur nuire. Que pensent les citoyens des coupes budgétaires dans la SI ?

Sur la base de ces interventions, les questions qui se posent sont :

- Faut-il argumenter sur l'utilité de la SI pour les territoires ou se battre sur le plan idéologique sur les valeurs ? Et quelles valeurs : celles de la République ?

- Quelle place donner à notre combat pour la réciprocité ? L'ECSI est-elle une force pour expliquer l'ici et là-bas, expliciter les impacts ?
- Comment lier la question de la SI à celle de la mobilité ?
- Comment convaincre les élus mais aussi les citoyens ?

Analyse à froid des principales problématiques

Profitant de la pause bénéfique du déjeuner, une tentative de regroupement des principales problématiques et actions collectives est proposée en trois axes.

Sphère politique

Manque de reconnaissance asso/SI + Manque de vision institutionnelle + Manque d'espaces de concertation + Manque de place associative

-> **Besoin de Plaidoyer auprès de l'ETAT/ELUS/ OPINION PUBLIQUE**

Sphère Financière

Désengagement financier

- > Stabilisation des fonds institutionnels
- > Accès aux financements européens
- > Risques de concurrence ONG

Sphère Animation des territoires

- > Proximité espaces associatifs/Question d'échelles
- > Structuration collective des ASI
- > Mobilisation des acteurs SI



Approfondissement autour de problématiques prioritaires

Les participants ont voté pour choisir les sujets sur lesquels ils souhaitent se concerter prioritairement afin de trouver des actions collectives à mettre en place.

Sont ressortis les sujets et actions suivants :

1/ Plaidoyer auprès des élus

- Quand des collectifs sont menacés, notamment du fait de coupes budgétaires, les collectifs nationaux (CSUD et Crid) doivent pouvoir apporter un soutien (lettre ouverte/fermée ; interpellation). Aux collectifs régionaux de les solliciter.
- Interpeller les candidats pendant la campagne électorale : par des coordinations nationales pour la présidentielle ; avec les collectifs régionaux aidés par les collectifs nationaux pour les législatives (messages cohérents; comment et pourquoi)
- Au niveau des élus, notamment les nouveaux dans les conseils régionaux, déployer un plaidoyer explicatif nourri de nos valeurs. Vérifier les engagements pris pendant les campagnes, et exiger redevabilité et transparence.
- Proposer des formations s'adressant d'abord aux techniciens sur la SI en lien avec l'école de formation territoriale CNFPT et association des fonctionnaires en charge de la SI (ARRICOD) qui organisent ce type de formations. Pour le plaidoyer des collectifs régionaux, des boîtes à outils (rapports, documents valorisant l'impact de la SI) pourraient être fournies par le national par exemple.
- Pour questionner les candidats, se faire aider par les ONG de plaidoyer et Coordination SUD. Les collectifs nationaux peuvent appuyer les collectifs qui rencontrent des difficultés au niveau local en soutenant leurs courriers et leurs plaidoyers. L'intervention des collectifs nationaux est-elle un levier pour convaincre les élus locaux ?
- Si les élus ne réagissent pas, manifestations possibles au niveau national et régional ?
- Concernant les partis politiques, Le Mouvement associatif estime qu'ils n'ont pas de poids (car souvent une personne rencontrée sans que cela n'"infuse" + les programmes ne sont plus réalisés par les partis). En passant par les AMF et ARF, on touche les personnes qui ont des responsabilités et plus institutionnelles. Donc,

- Travailler avec l'ARF, l'AMF et les CUF : sensibiliser et se proposer pour des interventions, par exemple lors des réunions de tous les vice-présidents (ex Mouvement associatif).

2/ Plaidoyer auprès de l'opinion publique

- Rappeler nos valeurs en organisant une campagne sur les valeurs de la République pour toucher tout le monde, en passant par les médias et autres réseaux sociaux (voir campagne du Mouvement associatif de Rhône-Alpes).
- Communiquer sur les positions de Coordination SUD (au niveau institutionnel) et du CRID et Educasol (au niveau de l'opinion publique).
- Observer ce qui se passe réellement en matière de SI à plus long terme : observatoire des politiques publiques à mener au niveau des régions, avec l'appui des collectifs associatifs notamment.

3/ Structuration collective

- De qui parle-t-on ? Les RRMA sont calés sur les régions administratives ; les collectifs associatifs sur les modèles régionaux (anciens et nouveaux), mais il existe aussi des collectifs plus locaux (ancrés dans un lieu, comme les Maisons... ou autour d'un projet, comme la SSI ou Alimenterre...). On ne peut pas opposer collectifs associatifs et pluri-acteurs, car souvent les frontières sont floues (certains collectifs associatifs ont une dimension pluri-acteurs et impliquent même des acteurs autres que SI. Mais le collectif associatif a une autonomie que n'ont pas d'autres acteurs, plus institutionnels qui ne peuvent entrer en résonance avec les citoyens.
- Structurer, pour quoi ? Parce qu'il existe un projet commun de mobilisation, parce qu'on veut apparaître ensemble, parce qu'on a besoin de s'autoréguler (face au contexte financier et pour faire jouer les complémentarités opérationnelles), parce que nous sommes mise en service auprès d'autres acteurs du territoire.
- Analyser les caractéristiques propres à un collectif.
- Explicitier et avoir un plaidoyer auprès des institutionnels, quel que soit le niveau de territoires devant lequel on parle.
- Etre en capacité de porter des campagnes, de suivre les politiques publiques, de s'appuyer sur les capacités des uns et des autres pour avoir une analyse globale.
- A creuser : qui, avec qui et quels moyens ?

Conclusion par Vincent Brossel, co-président du Crid

La réalité nous a rattrapés assez vite là où les majorités ont basculé. La réforme des régions a été mal anticipée et la droitisation des pratiques et des esprits est prégnante dans beaucoup de régions. C'est un véritable défi et la réaction des acteurs associatifs est saine : lors de l'AG du Crid et lors de la réunion de janvier 2016, des collectifs régionaux associatifs ont demandé que soient mises en place des actions communes, en alliance avec Coordination SUD et le Crid. Des réponses d'urgence s'imposent dans les régions où la destruction des soutiens, en termes de subventions notamment, devient systématique. Les collectifs nationaux ont tardé à réagir en soutien aux initiatives des régionaux. Il y a des réponses de conviction à apporter car tout le monde n'est pas acquis à notre cause et il nous faut retravailler notre manière de présenter l'apport de la SI. Il nous faut revenir à certains fondamentaux. L'idée d'observatoire est bonne car elle permettrait de dire qui fait quoi mais c'est un projet à plus long terme. Aujourd'hui, il faut s'attendre à des mauvaises surprises, car les coupes budgétaires ou le manque de soutien ne sont pas le monopole des collectivités de droite. Point important : ne pas lâcher sur notre indépendance, à commencer par notre place dans les espaces de gouvernance des espaces régionaux par exemple.

A partir de notre travail de ce jour, il faut passer à la phase Action. Il y a l'urgence de partager notre conviction et d'autres actions, à plus long terme. Il ne suffit plus de dire les associations et les bénévoles en région sont magnifiques, il faut les soutenir, et ils doivent pouvoir compter sur des collectifs comme le Crid et Coordination SUD.